

# CONTRIBUTION AU PROJET DU MOUVEMENT DEMOCRATE

## Congrès programmatique du 4 au 6 décembre 2009 à Arras

Par Régis Baschung, Mouvement départemental du Haut-Rhin (68)

### Contribution au chapitre 3-5 Réforme de l'Etat et des collectivités territoriales

#### POUR UNE ECONOMIE REGIONALE LIBEREE DU CENTRALISME D'ETAT

Les ministères décident seuls, de tout, pour tout. Si la majorité politique change, les règles économiques changent. Et les régions doivent se soumettre et souvent contre leurs intérêts.

Les investissements et les créations d'emplois se font toujours prioritairement autour de Paris. Résultat : les régions les plus pauvres deviennent de plus en plus pauvres. Pire, le centralisme a souvent affaibli les régions les plus fortes sans pour autant renforcer les régions les plus pauvres.

Chaque année, l'Etat fait cadeau de trente milliards d'euros de subventions aux grandes entreprises qui délocalisent et licencient sans état d'âme. En revanche, les PME sont écrasées par les charges et les lourdeurs administratives. Pourtant, c'est les grandes entreprises qui détruisent les emplois et les PME qui en créent !

C'est cela aussi le mal français. Nous mélangeons souvent le Politique, l'Economique et l'Administratif. Cela favorise la corruption au sommet, renforce le pouvoir des lobbies et secrète les catastrophes financières.

L'Etat impuissant devant nos problèmes internes de chômage, de financement aux régions et de délocalisation est également incapable de faire face à la mondialisation et à l'hégémonie américaine.

Donnons à chaque gouvernement régional son ministère de l'économie et des finances ! Chaque gouvernement gèrera ses affaires économiques régionales en suivant le cadre fixé par le gouvernement. Objectif principal : favoriser investissement et créations d'emplois en région. Développons la concertation entre le pouvoir régional et national.

La fiscalité régionale incitera les capitaux et les personnes à s'établir dans les régions qui sont aujourd'hui en voie de désertification. Chaque gouvernement régional pourra choisir démocratiquement son propre développement du territoire.

Pourquoi ne pas remplacer les charges pénalisantes par une TVA sociale ? Pourquoi ne pas réorienter les trente milliards d'euros versées aux grandes entreprises vers les PME afin qu'elles puissent innover, s'équiper en nouvelles technologies et embaucher ?

Il faut une réelle redistribution du pouvoir de décision économique entre la région, la France et l'Europe.

C'est l'Europe qui doit avoir la mission de résoudre les problèmes économiques qui ne trouvent pas de solutions au seul niveau national. Si l'Europe devient une vraie puissance économique et politique, alors elle pourra défendre les intérêts des nations et des régions qui la composent face aux grands blocs économiques mondiaux.